

Paris, le 23 février 2009

Monsieur François Fillon
Premier Ministre
Hôtel Matignon
57, rue de Varenne
75700 Paris

Monsieur le Premier Ministre,

La crise dans l'enseignement supérieur et la recherche est devenue indéniable depuis plusieurs semaines. Aucun des ministres concernés ne semble prendre la mesure de la détermination de dizaines de milliers d'universitaires, de chercheurs, de personnels et d'étudiants qui manifestent et sont nombreux dans la grève. Des réponses sans ambiguïté aux revendications claires exposées par les collectifs et organisations syndicales représentatives s'imposent. Les engagements du gouvernement en matière de « dialogue social » appellent V. Péresse, X. Darcos et vous-même à prendre en compte les revendications et propositions du SNESUP et de la FSU et à mettre fin aux tentatives de fragmenter les interlocuteurs en ignorant les organisations les plus représentatives comme le SNESUP.

Nous pensons que la qualité de la formation des enseignants, décisive pour la réussite scolaire et l'éducation des jeunes de notre pays, nécessite, en lieu et place du dispositif bâclé, actuellement annoncé, une réforme cohérente et sérieusement pensée. C'est pourquoi nous vous demandons solennellement de retirer le dispositif contesté actuellement si mal engagé –la preuve en est apportée par le refus de 85 % des universités de faire remonter les maquettes de formations masters à la date du 15 février– et de négocier. Nous vous demandons de maintenir les concours PE et PLC en 2010 dans leur format actuel avec des postes ouverts en nombre suffisant et que de nouveaux concours, réellement discutés dans leur temporalité et leur contenu, ne soient pas mis en place avant 2011. C'est à ces conditions que les masters préparant aux concours pourront être mis en cohérence avec ceux-ci et pourront être pleinement efficaces. Tous les éléments de formation, de préparation aux concours et de concours, sont pour nous absolument liés aux statuts des futurs enseignants, à leur période de stage rémunéré (à temps partiel pour permettre un réel complément de formation en alternance), au rôle et missions spécifiques des IUFM (composantes des universités) et de leurs personnels.

Nous refusons le projet de décret relatif au statut des enseignants-chercheurs, nous souhaitons que toutes nos missions soient reconnues dans le respect des disciplines et de l'instance de gestion des carrières qu'est le CNU. Nous refusons l'alourdissement des services d'enseignement et le pouvoir considérablement renforcé, notamment dans ce domaine, de présidents managers. La nécessaire promotion de l'activité de recherche doit être assurée par des emplois pérennes permettant à tous de se consacrer pleinement aux missions d'enseignement et de recherche.

Nous exigeons le rétablissement des emplois supprimés du budget 2009 et la discussion d'un plan pluriannuel de créations d'emplois statutaires tant dans l'enseignement supérieur que dans la recherche. Nous exigeons de plus que les organismes de recherche soient confortés dans leurs missions et refusons leur transformation en de simples agences de moyens.

Le SNESUP exige la convocation sans délai d'un CNESER plénier comme le vote de cette instance le 16 février dernier l'a fortement exprimée.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de notre considération.

Jean FABBRI



Secrétaire Général